



Tous ensemble

Plus nombreux et plus forts

Ardèche

Compte rendu du CTL du 5 avril 2018

S'est tenu le 5 avril 2018 la 1ère convocation du 2ème CTL de l'année 2018.

La CGT Finances Publiques, FO, et Solidaires étaient présents.

Ce CTL est le premier à se tenir après le fort mouvement de grève du 22 mars 2018.

Pour rappel 55 % de grévistes sur le département ardéchois.

Ce taux historiquement élevé se retrouve dans tous les départements et dans tous les grades.

Fort des HMI intersyndicales que nous avons initiées et des visites de postes que la CGT a effectuées, nous avons rendu compte de la forte inquiétude des agents sur les réformes à venir dans le cadre de CAP 2022.

Le contexte social revendicatif tendu confirme une attaque sans précédent du gouvernement actuel à l'encontre de la fonction publique et de ses fonctionnaires.

La DGFIP continue à être une cible du gouvernement tant sur l'attaque du statut et des missions que sur les suppressions de postes.

De plus certaines rumeurs de fusion entre l'Ardèche et d'autres départements, n'ont pas été démenties par le président du CTL qui, sous aveu de faiblesse, concède qu'il applique les directives nationales et qu'il n'est pas à l'origine de ces propositions.

Il admet que la mobilisation des collègues a été forte le 22 mars dernier, mais n'ira pas à l'encontre du DG.

Il confirme par ailleurs la fusion à venir entre le SIE du Teil et celui de Privas.

De plus il réaffirme sa volonté de supprimer toutes les trésoreries de moins de 5 agents équivalent temps plein.

Cela se traduirait à court terme par la disparition du réseau des trésoreries.

Au niveau plus pratique, la CGT, toujours à son initiative, avait demandé au Directeur d'accorder, pour le pont de l'Ascension, soit une journée offerte à tous les agents soit la fermeture des sites au public permettant ainsi aux agents désireux de venir travailler à le faire.

La CGT a regretté l'entêtement de la Direction à ne pas satisfaire cette revendication.

Nous avons rappelé que les conditions de travail se détériorent et que certains ajustements tel que celui-ci, sont de la compétence du Directeur et auraient permis d'apaiser les tensions entre collègues.

Nous avons demandé au Président de bien vouloir reconsidérer ce refus.

Il se donne le temps de la réflexion.

Nous restons attentifs à sa future réponse.

Nous avons abordé, par la suite, le premier point de l'ordre du jour

1 Tableau des engagements pris en CTL

La remise tardive de ce document à l'ouverture du CTL n'a pas permis une étude approfondie du contenu.

Par suite il a été convenu que ce document devrait à l'avenir être joint aux OS en même temps que les documents de travail.

Ce tableau sera donc à l'ordre du jour du prochain CTL qui doit se tenir fin avril 2018.

2 Budget DDFIP Ardèche

Baisse conséquente (-4,70%) du budget de fonctionnement 2017 (programme 156) par rapport à 2016.

La Direction explique cette baisse par une économie sensible des frais d'affranchissement liée à l'utilisation de Clic,Esi qui permet une édition et un affranchissement par un centre éditique.

La baisse est également la conséquence de la résiliation du bail locatif de Serrieres (-3,5%). Les frais de déplacement hors formation sont aussi en recul de 3,5 %.

Nous condamnons cette gestion purement comptable de notre Direction locale à l'origine des fusions, restructurations, fermetures de sites dans le seul but de faire des économies sans se soucier du service Public dû à chaque citoyen quelque-soit sa résidence géographique.

Les perspectives pour 2018 sont la poursuite de cette gouvernance en attendant 2019 qui devrait marquer une accélération des restructurations.

Enfin nous regrettons que le budget du CHS soit à nouveau en baisse et utilisé souvent à tort à la place du budget général (remplacement de sièges par exemple).

3 Campagne de recrutement des volontaires au service civique pour 2018

La DDFIP, pour la 3ème année, reconduit sa campagne de recrutement des volontaires au service civique.

Pour l'année 2018, l'objectif est de 4 volontaires, en deux vagues, du 15 mars 2018 au 14 novembre 2018 et du 12 septembre 2018 au 11 mai 2019.

Sur la campagne de recrutement du début d'année, sur 5 candidatures reçues, une seule a été retenue au profit du site d'Annonay.

La CGT a rappelé avec force que le montant de la rémunération était dérisoire au regard de l'investissement demandé en effet avec un salaire inférieure à 600 € mensuel pour 24 heures, il est difficile de vivre décemment, surtout si le volontaire n'habite pas près du site

sélectionné.

De plus, aussi noble que soit la présentation du dispositif avec, par exemple, un volet destiné à faire connaître les finances publiques aux milieux scolaires, il a été rappelé au regard des précédentes expériences que ces volontaires étaient cantonnés à l'accueil des usagers sans la formation adéquate.

Les usagers viennent à l'accueil essentiellement pour des renseignements d'ordre fiscal que les volontaires sont dans l'incapacité de satisfaire compte tenu de leur formation à minima.

La CGT conteste cette main d'œuvre « low cost » qui augure des recrutements sous contrats, et considère que la DGFIP n'est pas l'administration la mieux adaptée pour accueillir des services civiques.

La CGT rappelle ses revendications sur des emplois statutaires pérennes.

Enfin, nous avons rappelé que ces volontaires avaient besoin d'une attention particulière compte tenu des mauvaises expériences des années passées.

Cependant, au regard des missions toujours plus nombreuses et chronophages, les collègues ne peuvent plus se rendre disponibles pour accomplir cette mission de formation.

4 Bilan des entretiens professionnels

La Direction a présenté le bilan des entretiens professionnels pour l'année 2017, soit la gestion 2016.

Force est de constater que la complexité de l'applicatif EDEN RH, renforcé par un calendrier contraint et la suppression des bonifications a provoqué la diminution des recours en CAPL et CAPN.

Nous constatons que le boycott des entretiens (59 collègues) est toujours élevé et traduit la méfiance des personnels sur cette méthode individuelle de management.

5 Questions diverses

Teletravail : Nous avons demandé où en était cette « expérimentation », sachant que la Direction était censée nous informer de l'évolution de sa mise en place d'ici à fin janvier 2018. Pourtant à ce jour aucune info.

Ce point sera donc mis à l'ordre du jour du prochain CTL.

Pont de l'ascension : Comme dit précédemment nous avons insisté sur la nécessité d'apporter une réponse rapide et positive à notre demande.

3^{ème} étage CFP tournon : Nous avons souhaité savoir où en était le projet de l'arrivée de la sous-préfecture et du projet de maison d'Etat. Pour le moment le projet reste d'actualité mais est en stand by.

Officieusement la pérennité même de la sous-préfecture est en question.

La Direction cherche donc d'autres candidats pour occuper ce 3^e étage.

Assemblée Générale annuelle CGT FP 07: Nous avons regretté que notre Assemblée Générale n'est pas été annoncée sur Ulysse malgré de nombreuses demandes de la part de notre Secrétaire à l'organisation. Nous considérons ceci comme un non respect d'un déjà pseudo Dialogue Social!

Visites de postes non annoncées aux chefs de postes : Dans le cadre des HMI's relatives au mouvement de grève du 22 mars, nous avons dénoncé le fait que nos visites (CGT seule) n'aient pas été annoncées aux chefs de services des postes visés, notamment Le Cheylard, Lamastre, Privas Municipale,...

Nous considérons ceci comme un manque de respect envers nos militants et les personnels des Sites concernés

Nous avons pourtant bien prévenu la Direction de ces visites...

Pierre THOMBRAU
David AUTHEVILLE
Mickael FAYET
Julien PETIT